

## **Les marches haineuses anti-israéliennes nous tiennent en otage tandis que Trudeau hausse les épaules**

*La dernière vague de manifestations anti-israéliennes a franchi une ligne majeure.*

Tasha Kheiriddin

Publié le 23 avril 2024 dans le National Post

Le Canada était autrefois une nation de paix, d'ordre et de bon gouvernement. Pas plus. Vous auriez du mal à trouver l'un des trois dans les rues d'Ottawa le week-end dernier, lors d'une manifestation palestinienne qui glorifiait le Hamas et son assaut violent du 7 octobre.

"Nos attaques de résistance sont la preuve que nous sommes presque libres", a déclaré un manifestant sous les acclamations de la foule. "Octobre. 7 est la preuve que nous sommes presque libres. Vive le 7 octobre, vive la résistance, vive l'intefada, vive toute forme de résistance.

**Commentaire gratuit, exactement ? Libre d'être dirigé par des terroristes financés par la république fondamentaliste d'Iran ? Libre de violer, assassiner et kidnapper des hommes, des femmes et des enfants, et de se réjouir en filmant les atrocités ?**

**Un État dirigé par des dirigeants qui mettent en garde et commettent de tels actes ne seraient pas libres. Ils ne respectent pas la liberté. Ce sont des tyrans. Ce sont des fanatiques. Ils agiront de la même manière que les talibans, l'État islamique, Al-Qaida et les ayatollahs. Ils terroriseront leur propre peuple pour garder le contrôle.**

Je vais vous dire qui d'autre n'est pas libre ces jours-ci : les citoyens d'Ottawa et d'autres villes canadiennes qui veulent vaquer à leurs occupations sans se laisser intimider par des sympathisants terroristes. Les Juifs canadiens qui veulent pouvoir envoyer leurs enfants à l'école sans craindre la haine en classe, ou fréquenter la synagogue sans craindre qu'elle soit vandalisée.

Voici un message que nos politiciens devraient transmettre mais ne le font pas : tout ne tourne pas autour des Palestiniens ou de la guerre à Gaza. Mon coin de rue ne concerne pas Gaza. L'école de mon enfant ne concerne pas Gaza. L'Assemblée législative de l'Ontario ne s'occupe pas de Gaza. Vous ne pouvez pas vous emparer de tout l'espace public et en faire une arène pour vos chagrins. Et vous ne pourrez

certainement pas en faire une ferme de haine.

Oui, le Canada s'est déjà battu pour obtenir des changements dans d'autres pays. Nous avons mené la charge pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, nous avons été sur le terrain pendant des années pour défendre les droits des femmes en Afghanistan, nous avons (enfin) dénoncé les violations des droits humains en Chine.

Mais ces batailles ont été menées selon des règles d'engagement convenues, notamment des débats au Parlement, à l'ONU et dans d'autres forums publics. Nous

n'avons pas eu de foules en colère qui envahissaient les pâtés de maisons semaine après semaine et appelant à ce que du mal soit fait à un autre groupe. Personne n'a dit aux gens de « retourner en Europe ».

Ce n'est pas ainsi que le Canada fait les choses. Nous avons des règles. Nous avons des lois. Vous ne pouvez pas les briser simplement parce que vous pensez avoir raison.

Et avant de critiquer cela en le qualifiant de « colonialiste », « d'euro centrique » ou de toute autre étiquette de votre choix, permettez-moi simplement d'ajouter que cela s'applique à tout le monde, qu'ils soient venus ici ou qu'ils soient nés ici. Depuis les *Wet'suwet'en* qui ont bloqué le trafic ferroviaire en 2020, causant des millions de dollars de pertes économiques, jusqu'au convoi qui a occupé le centre-ville d'Ottawa pendant trois semaines en 2022, il semble que tous les groupes lésés pensent avoir le droit d'occuper la propriété publique et d'imposer leur problème sur tout le monde.

Mais la dernière vague de protestations a franchi une ligne majeure. Il intimide activement et dirige la haine contre les Juifs dans ce pays. Son objectif n'a rien à voir avec l'amélioration de la vie au Canada. Il cherche à abolir l'État d'Israël et à intimider les politiciens de ce pays pour qu'ils adhèrent à cette cause.

Une société fonctionne lorsque les gens acceptent une ligne de conduite commune et des règles d'engagement partagées. Cela échoue lorsqu'un sous-groupe de personnes croit que la fin justifie les moyens et que leur fin est la chose la plus importante.

Lorsque cela se produit, nous avons besoin de dirigeants prêts à se lever et à dire : arrêtez. Et puis agissez pour que cela cesse.

Au lieu de cela, que fait notre Premier ministre ? Publie un article sur X condamnant les discours de haine. C'est ça. Comme si cela allait ramener un semblant d'ordre public dans nos rues.

Voici ce que Justin Trudeau aurait dû faire : diffuser un discours de 20 minutes à la nation évitant les manifestants de cesser de glorifier le terrorisme et d'inciter à la violence, sinon ils seront arrêtés. Et si nos lois ne suffisent pas à faire face à cette menace, renforçons-les.

« Tout est permis » n'est pas la méthode canadienne. Il est temps que les gens comprennent le message.

Tasha Kheiriddin est la chroniqueuse politique nationale de *Postmedia*.

Traduit de l'anglais au français par Google